



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES
C.E.A. / CADARACHE
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE

PROJET DE MARCHÉ RELATIF À L'ENSEMBLE DES PRESTATIONS NECESSAIRES AUX MISSIONS DE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (CSPS) POUR LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE L'INSTALLATION THEMIS (PROJET BOSTON)

MARCHÉ N° B21-04212-MPA / CDE n°4000XXXXXX/XXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **XXXX** agissant en qualité de **XXXX**,

Ci-après dénommé « **le CEA** »

D'une part,

ET :

La **société XXXX** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX ayant son siège social à XXXX représentée par **XXXX** agissant en qualité de XXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :



Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122
13108 Saint Paul Lez Durance cedex
Tél. : 04.42.25.49.77 ou 20.76 - Fax : 04.42.25.23.77
R.C.S. Etablissement public à caractère industriel et commercial
PARIS B 775 685 019

Direction Générale
Département de support
technique et gestion
Service des Marchés et Achats

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES	8
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
ARTICLE 7 - PLANNING - DÉLAI	10
ARTICLE 8 - PÉNALITÉS	11
ARTICLE 9 - RÉCEPTION	11
ARTICLE 10 - GARANTIE	11
ARTICLE 11 - OBLIGATION GÉNÉRALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	12
ARTICLE 12 - QUALITÉ / ENVIRONNEMENT / SÉCURITÉ	12
ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	12
ARTICLE 14 - ASSURANCE PATRIMONIALE	12
ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT	13
ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES	13
ARTICLE 18 - MARCHE SENSIBLE AVEC ENQUETE ADMINISTRATIVE ET SPECIAL FRANCE	14
ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE	16
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL	17
ANNEXE 2 - DÉCOMPOSITION DES PRIX (DP)	21
ANNEXE 3 - PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE (PCS)	22

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXX/XXXX	2/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Unité : DES/DIMP/SRTM/GSCS
M. MARIA Franck
☎ : 04.42.25.72.24 / 06 83 96 60 93
E-mail : franck.maria@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT
Mme PARRINI Marine
☎ : 04.42.25.43.36
E-mail : marine.parrini@cea.fr

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, l'ensemble des prestations nécessaires aux missions de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) dans le cadre de la conception et de la réalisation de l'installation THEMIS.

Le chantier est classé en première catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail et de l'article R.238-8 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, vis-à-vis des compétences du coordonnateur.

Ces prestations sont réalisées pour le compte de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'œuvre Projet, pour le compte du Département métiers projet et environnement digital du CEA Cadarache maître d'ouvrage.

Ce marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Le présent marché nécessite la divulgation d'informations ou supports non classifiés comportant la mention « Spécial France ».

Le Titulaire devra être en mesure de traiter des informations et des supports de niveau de Diffusion « Spécial France » au sens de l'IGI 1300 en date du 9 août 2021.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité - Sûreté nucléaire - Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le règlement de consultation et le projet de marché et leurs annexes du DCE référencé B21-04212-MPA,
- le cahier des charges référencé 620 2W610 CDC 21 002 DO Indice B en date du 08/10/2021 et ses annexes, ainsi que tous les documents de référence spécifiés applicables à la prestation,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures travaillant sur site (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du Centre CEA de Cadarache dans sa version en vigueur,
- la procédure du CEA relative à « l'entrée et la sortie de matériel du centre de Cadarache » référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA), applicables aux marchés du CEA au 1^{er} février 2013,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicables aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX en date du XXXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXXX	3/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 3 - ÉTENDUE DES PRESTATIONS

3.1. Principes généraux

L'ensemble des prestations, objet du présent marché, est décrit au cahier des charges cité à l'article 2 supra. Elles devront être réalisées conformément aux prescriptions, normes, lois et règlements en vigueur et notamment :

- aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application (entre autres décrets n° 94.1159 du 26/12/1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003).

Le chantier est classé en première catégorie au sens de l'article R.4532-1 du Code du travail et de l'article R.238-8 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, vis-à-vis des compétences du coordonnateur.

La mission couvre la prise en compte de la conception à la réalisation.

Le Titulaire dans le cadre de sa mission veillera notamment à :

- ✓ éviter les risques ; pour ce faire, le CSPS devra proposer des solutions techniques permettant de prévenir ou de maîtriser le risque, éviter et éliminer les risques lors de l'utilisation de la future installation soit pour son exploitation, soit pour son entretien et sa maintenance,
- ✓ évaluer les risques qui ne peuvent être évités ; le CSPS devra les lister, tenir compte de leur existence au moment de la phase de conception, évaluer leur dangerosité et proposer des solutions de prévention,
- ✓ combattre les risques à la source,
- ✓ adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
- ✓ tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
- ✓ proposer les solutions techniques ou les produits présentant le degré de dangerosité le plus faible possible,
- ✓ remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- ✓ planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1 du Code du travail,
- ✓ intégrer la prévention dans tous les domaines en décrivant les actions, les moyens et en citant les intervenants ; harmoniser cette intégration dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et vérifier que les délais d'exécution sont compatibles avec une mise en œuvre correcte de la prévention,
- ✓ réexaminer la durée des phases de travail simultanées ou successives et faciliter les interventions ultérieures dans l'installation,
- ✓ proposer les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles,
- ✓ donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Ces principes seront appliqués notamment à l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent en même temps ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage.

La présence sur le chantier d'un superviseur chantier du CEA ne diminue en rien les obligations du Titulaire au regard de la réglementation et des dispositions de contrôle correspondantes.

Les prestations forfaitaires objet du présent marché consistent en l'exécution de l'ensemble des missions de CSPS ci-dessous exposées :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	4/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

3.2. Part ferme

Dans le cadre de la part ferme, le CSPS devra effectuer l'ensemble des missions définies à l'article 8.1 du cahier des charges précité dont notamment :

- pour la partie conception :
 - l'élaboration du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO),
 - mise à jour du DIUO à l'issue des différentes phases,
 - la validation des documents d'études remis par le CEA et les Titulaires des marchés,
 - participer à l'ensemble des réunions de conception et d'études,
 - d'élaborer le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Sante (PGCSPS).

Et, d'une manière plus générale la prestation comprend :

- les investigations préalables,
- la fourniture de tous les équipements nécessaires à la réalisation des prestations spécifiées dans le cahier des charges,
- la documentation contractuelle, et notamment le RFCT qui conditionne la réception de la prestation,
- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention,...),
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le cahier des charges et le présent projet de marché au paragraphe 4.8.

La mission de CSPS est applicable à tous les lots de travaux concernés par les missions ci-avant.

La fréquence des visites de chantier ne pourra en aucun cas être inférieure à 3 demi-journées ouvrées par semaine.

3.3. Part optionnelle

La part optionnelle concerne l'ensemble des prestations nécessaires aux missions de CSPS correspondant à la phase de réalisation.

La prestation optionnelle est éventuellement levée par le CEA par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, en cours d'exécution du marché.

Un délai de prévenance de 30 jours sera respecté.

Le non affermissement de tout ou partie de la part optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.1. Conditions générales d'exécution

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

4.2. Conditions particulières d'exécution

La prestation présente des exigences particulières décrites dans le cahier des charges et dans ses documents annexes.

Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et pour les différents services à proximité du chantier, mais également compte-tenu des caractéristiques des installations existantes.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	5/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

4.3. Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. En conséquence, le prix forfaitaire fixé au marché sur lequel le Titulaire s'est engagé, s'entend quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

4.4. Obligations particulières

Dans le cadre de sa mission, le Titulaire prendra les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier et veillera à ce que ces dispositions soient respectées.

Notamment, il n'autorisera une entreprise à travailler sur le chantier qu'après avoir reçu et accepté son PPSPS (mis à jour après l'inspection commune) et informé le CEA.

Il aura également pour obligation de :

- visiter régulièrement le chantier.
- signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation.
- étudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions.
- attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité.
- conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles.
- provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées.
- établir des procédures de sécurité particulières pour les travaux dangereux.
- faire diffuser les affiches et consignes de sécurité.
- faire afficher par les entreprises les affiches et consignes de sécurité.
- faire dresser par les entreprises, collecter et tenir à jour les statistiques d'accident.
- fournir les éléments nécessaires pour la justification des dépenses effectuées au titre de la sécurité et de la protection de la santé.

4.5. Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du Titulaire quand cela est possible (DIUO,...) ainsi que sur le site de Cadarache, pour les visites et les obligations réglementaires inhérentes à la mission de CSPS nécessitant une visite.

4.6. Conformité aux normes

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définitions de référence mentionnés au cahier des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du travail.

4.7. Documents à émettre

L'ensemble des documents à émettre attendus doit être conforme aux prescriptions du cahier des charges. Ils concernent l'ensemble des dossiers techniques attendus dans le cadre de la mission, des rapports, comptes-rendus, etc. avec notamment :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	6/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage avec l'ensemble des documents afférents,
- le Registre-Journal de Coordination,
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé,
- le règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT),
- le registre des procès-verbaux.

À la fin de sa prestation, le CSPS devra remettre au CEA, un dossier final comprenant l'ensemble des documents validés et finalisés au cours de sa mission.

L'ensemble de ces documents devra être remis, en 3 exemplaires sous format papier et sous format informatique (Cd/clé USB) en version modifiable.

L'ensemble des documents fournis sous format informatique seront réalisés sur des logiciels compatibles avec Word, Excel, Acrobat sous environnement Windows/ Pack Office 2010 a minima.

L'ensemble de ces documents sera immatriculé conformément aux procédures qualité CEA.

L'ensemble de ces documents sera soumis à approbation du CEA, dans un délai de 10 jours a minima à compter de la date de leur remise par le Titulaire.

En phase de conception, le CSPS disposera d'un délai maximum de 5 jours calendaires à compter de la date d'envoi du ou des documents pour émettre son avis.

4.8. Réunions

Une réunion d'enclenchement sera programmée par le CEA après réception de la commande par le Titulaire, afin de déterminer les modalités des prestations, et afin de présenter les habilitations particulières du personnel intervenant nécessaires à la réalisation des prestations, les modalités de rapport avec les différents acteurs impliqués et la prévision des réunions à venir.

4.9. Correspondants techniques

Dans un délai de 8 jours calendaires à partir de la notification du présent marché, le Titulaire proposera, à l'agrément du CEA, le nom des personnes qualifiées pour remplir la mission définie à l'article 3 du présent marché.

Le Titulaire s'oblige à maintenir les compétences exigées et retenues sur la durée du chantier et en cas de nécessité, à les remplacer, poste à poste et à compétences au moins égales, après accord préalable du CEA.

Donc, en cas de changement de la personne désignée, et pour pallier une indisponibilité temporaire ou définitive, le Titulaire soumettra, à l'agrément du Chef de Projet (CEA) tous les documents nécessaires à la poursuite de la mission (le nom du remplaçant et son CV, les justificatifs de sa qualification équivalente, le mode de passation des consignes) et établira à cet effet un courrier qu'il consignera au RJC. Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

M. MARIA Franck

Unité : DES/DIMP/SRTM/GSCS

E-mail : franck.maria@cea.fr

Tél. : 04.42.25.72.24 / 06 83 96 60 93

Et

Mme CHAPUIS

Unité : DES/DIMP/DPED/SMP

E-mail : cecile.chapuis@cea.fr

Pour le Titulaire :

XXXX

XXXX

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	7/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins deux semaines à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de deux semaines sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.
Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre.

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel, notamment.

Les prix mentionnés infra sont forfaitaires, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Ils incluent l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges ; notamment les études, réalisations, les documents livrables, la participation et l'élaboration des réunions et les livrables associés à toutes les réunions.

Le montant estimatif plafond du marché s'établit à la somme révisable de **XXXX € HT** (XXXX euros hors taxes) décomposée comme suit :

5.1. Part ferme

Le montant de la part ferme du présent marché est fixé à la somme globale, forfaitaire et révisable de **XXXX € HT** (XXXX euros hors taxes).

5.2. Part optionnelle

Le montant de la part optionnelle du présent marché est fixé à la somme globale, forfaitaire et révisable de **XXXX € HT** (XXXX euros hors taxes).

Ce montants ne constituent pas un engagement de dépense de la part du CEA.

5.3. Révision de prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (XXX). Ils sont fermes pendant les 12 mois qui suivent la date de la réunion d'enclenchement, considérée comme le T0 du présent marché.

À l'issue de la première année, les prix pourront être révisés annuellement en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + \left(0,85 \times \frac{SYN_1}{SYN_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P₀ = Prix initial du marché sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (XXX)

P = Prix révisé

SYN₀ = Valeur de l'index « Syntec » publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment pour le mois et l'année de remise de l'offre (XXX)

SYN₁ = Valeur de ce même index connu à la date anniversaire du Marché

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	8/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Dans l'hypothèse où l'index utilisé serait supprimé, il serait remplacé par un indice équivalent déterminé par le CEA.

À la date anniversaire du marché, le Titulaire transmet par écrit au CEA/Cadarache Service Marchés et Achats une demande de révision des prix suivant la formule prévue au marché pour l'année suivante, qui fera l'objet d'une négociation.

Le CEA vérifiera et notifiera par courrier son accord sur le coefficient de majoration proposé.

En tout état de cause, si les parties ne parvenaient pas à un accord, les montants forfaitaires seraient révisés dans la limite maximale de la formule décrite supra.

Les montants forfaitaires révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du CEA/Cadarache sur la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens tarifs et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été payées.

Les montants ainsi révisés seront fermes pour toute l'année.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Le montant fixé à l'article 5 du présent Marché sera facturé trimestriellement par le Titulaire pour la part ferme et la part optionnelle comme suit :

6.1. Termes de paiement au titre de la part ferme

Le montant fixé à l'article 5.1. du présent Marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 80% du montant HT des prestations fermes, sur situations trimestrielles d'avancement des contrôles des études, dûment acceptées par le CEA,
- Le solde de 20% du montant HT des prestations fermes, à la réception du marché sur procès-verbal, après acceptation du RFCT et du décompte définitif.

Les situations trimestrielles d'avancement présentent l'avancement constaté contradictoirement entre le Titulaire et le CEA sur la base des décompositions de prix en annexe du marché.

Un décompte définitif sera fourni à la réception des prestations.

Aucune facture ne pourra être émise par le Titulaire avant acceptation par le CEA de l'avancement physique qui sera discuté contradictoirement en réunion bimensuelle.

6.2. Termes de paiement au titre de la part optionnelle

Le montant fixé à l'article 5.2. du présent Marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 80% du montant HT des prestations optionnelles, sur situations trimestrielles d'avancement des contrôles des études, et des travaux, dûment acceptées par le CEA,
- Le solde de 20% du montant HT des prestations optionnelles, à la réception du marché sur procès-verbal, après acceptation du RFCT et du décompte définitif.

Les situations trimestrielles d'avancement présentent l'avancement constaté contradictoirement entre le Titulaire et le CEA sur la base des décompositions de prix en annexe du marché.

Un décompte définitif sera fourni à la réception des prestations.

Aucune facture ne pourra être émise par le Titulaire avant acceptation par le CEA de l'avancement physique qui sera discuté contradictoirement en réunion bimensuelle.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	9/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

6.3. Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier et des OS correspondants, le cas échéant.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** du CEA (exemple : 4000191919).

Pour tout renseignement : RELANCES@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

6.4. Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 7 - PLANNING - DÉLAI

Le présent marché entrera en vigueur à compter de la date de la réunion d'enclenchement et se terminera, part optionnelle incluse, à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages.

Le planning prévisionnel de réalisation (phases de conception et réalisation du bâtiment THEMIS) dans lequel s'intégrera la mission de CSPS est présenté ci-dessous et dans le cahier des charges au paragraphe 4.2 :

	Date début	Date fin (*)
Enclenchement des travaux	T2 2023	
Dossier APS – partie Procédé	Réalisé	
Dossier APS – partie Bâtiment	T1-2021	T3-2021
Dossier APD – partie Procédé	T4 2020	T3 2021
Dossier APD – partie Bâtiment	T3-2021	T1-2022
Rédaction Dossier permis de construire	T1 2022	T2 2022
Obtention Permis de construire	T4 2022	
Rédaction DCE + consultation entreprises travaux	T1 2022	T1 2023 (**)
Etude d'exécution – partie Bâtiment	T1 2023	
Etude d'exécution – partie Procédé	T1-2023	T2-2024
Travaux Bâtiment	T2 2023	T2 2024
Travaux procédés	T4 2024	T3 2025
Essais	T2 2024	T2 2026
Mise en service	T3 2026	

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXXX	10/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 8 - PÉNALITÉS

Les pénalités prévues au présent marché citées à l'article 8.1., 8.2., 8.3., 8.4. et 8.5., sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires. Elles sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total hors taxes du Marché (majoré du montant des éventuelles prestations optionnelles levées).

Le montant des autres pénalités exposées aux articles 8.2, 8.3., 8.4. et 8.5. s'ajoute au montant des pénalités de retard et n'est pas plafonné.

8.1. Pénalités pour non-respect du délai

En cas de non-respect des délais définis à l'article 7 supra du fait du Titulaire, il sera fait l'application de l'article 24 des CGA.

8.2. Pénalité pour absence aux réunions

Il sera appliqué une pénalité d'un montant forfaitaire de **300 euros HT** pour chaque absence non justifiée du Titulaire aux réunions précitées.

8.3. Pénalités pour absence aux convocations pour le CISSCT

La présence du Titulaire est requise sur le chantier lors des réunions plénières du CISSCT. Il sera appliqué une pénalité d'un montant forfaitaire de **500 euros HT** pour chaque absence.

8.4. Pénalités pour retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise d'un document (avis sur document en phase de conception, copie du RJC, DIUO,...), il sera appliqué une pénalité de 1/1000 (un pour 1000) du montant total hors taxes du marché par journée calendaire de retard constaté.

8.5. Pénalités pour défaillance pour assurer la continuité de la mission en cas d'indisponibilité d'un intervenant

En cas de retard dans le remplacement d'un intervenant à compétences et expériences au moins égales, il sera appliqué une pénalité de **500 euros HT** par journée calendaire de retard constaté.

ARTICLE 9 - RÉCEPTION

Conformément aux articles 30 et 31 des CGA précitées, la réception définitive sera prononcée sur procès-verbal contradictoire après acceptation par le CEA de l'ensemble des livrables (notamment le Rapport final de contrôle technique) dus au titre du présent marché.

ARTICLE 10 - GARANTIE

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres observations.

En cas d'erreur imputable au Titulaire, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	11/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

ARTICLE 11 - OBLIGATION GÉNÉRALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

ARTICLE 12 - QUALITÉ / ENVIRONNEMENT / SÉCURITÉ

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par les normes en vigueur ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 février 2012, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. À cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

Les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat sont applicables au présent marché.

ARTICLE 14 - ASSURANCE PATRIMONIALE

En tant que de besoin, et sans que soit créée de ce chef la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du Titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	12/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 15 - CONFLIT D'INTÉRÊT

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques, dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux textes réglementaires en matière de coordination SPS précités à l'article 3, il est rappelé que la sous-traitance n'est pas autorisée.

ARTICLE 17 - PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitiel.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT EMETTEUR	B21-04212-MPA AFFAIRE	4000XXXXXX / PXXXXX Numéro de marché	13/22
--	-------------------------------------	--------------------------	---	-------

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

À l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ARTICLE 18 - MARCHE SENSIBLE AVEC ENQUETE ADMINISTRATIVE ET SPECIAL FRANCE

Le marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des Informations et Supports Classifiés (ISC) qui peuvent être détenus dans tout lieu dans lequel le marché est exécuté, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) le cas échéant.
2. Le Titulaire reconnaît :
 - avoir pris connaissance :
 - o des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - o des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o de l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles ;
 - qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	14/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

3. Le Titulaire est informé du caractère sensible des prestations du marché et s'engage à assurer la confidentialité des Informations et supports sensibles, notamment ceux portant la mention « diffusion restreinte », qu'il est amené à connaître et/ou à détenir pour l'exécution du marché.
4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :
 - avoir pris connaissance :
 - o des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
 - o des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
 - o de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - o de l'instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI (II 901) du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles ;
 - du caractère sensible des prestations du marché, et de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations sensibles non couvertes par le secret de la défense nationale qu'il serait amené à connaître ;
 - qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

5. Le Titulaire s'engage à affecter à la réalisation du marché des personnels ayant satisfait à la procédure d'enquête administrative telle que prévue par l'IGI 1300.

Le Titulaire s'engage à ne présenter à ces enquêtes administratives que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire procédera, 6 mois avant chaque date de péremption, aux formalités nécessaires au renouvellement des avis d'enquêtes administratives.

Le Titulaire s'engage à assurer en permanence les prestations objet du présent marché avec du personnel ayant fait l'objet d'un avis sans réserve, y compris pendant les périodes de congés.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle concernée par le présent contrat.

6. Les échanges d'informations sensibles ou de niveau Diffusion Restreinte par messagerie devront impérativement faire l'objet d'un chiffrement par l'outil ZoneCentral de la société PRIM'X Technologies.

Le cas échéant, le Titulaire devra faire l'acquisition auprès de la société PRIM'X Technologies de licences ZoneCentral en nombre suffisant pour la sécurisation des transmissions de messages électroniques avec le CEA.

7. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des § du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnités et, sans préjudice des sanctions pénales.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	15/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

9. Dans la mesure où le marché porte la mention complémentaire « Spécial France » au sens de l'IGI 1300, le Titulaire s'engage à s'y conformer et ce pour toute la durée du marché et en particulier à n'affecter à la prestation, objet du présent marché, que du personnel de nationalité française, dans les conditions définies par le PCS, le cas échéant. Par ailleurs, aucune entreprise de droit étranger ne pourra être retenue dans le cadre d'une sous-traitance.

ARTICLE 19 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	16/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du Code du travail et du Code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

À ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du Code du travail :

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du Code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du Code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du Code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR), pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle ;
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités ;
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	17/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (a minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du Code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du Code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXXX	18/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à l'ensemble des dispositions du présent article.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

À cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché.

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 3 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes pour l'année 2022 : vendredi 27 mai, vendredi 15 juillet, lundi 31 octobre, mardi 27 décembre, mercredi 28 décembre, jeudi 29 décembre, vendredi 30 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur achat du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	19/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	20/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 2 - DÉCOMPOSITION DES PRIX (DP)

Cf. fichier Excel joint au DCE

Les soumissionnaires détailleront le prix de la prestation conformément au fichier Excel joint au DCE.

Les soumissionnaires ne peuvent en aucun cas supprimer des lignes ou des colonnes, ni modifier la structure des DPGF.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	21/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 3 - PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE (PCS)

Dispositions contractuelles du marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B21-04212-MPA	4000XXXXXX / PXXXX	22/22
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	